

Invitation

A la journée sur le thème du LOGEMENT

Samedi 19 mars 2016

138 rue Marcadet PARIS

Le groupe de travail sur le Logement de la Ligue des Droits de l'Homme propose une journée de formation aux adhérents. Cette journée sera l'occasion de présenter les grands principes et les problématiques actuelles des politiques publiques en matière de logement. La première partie sera consacrée à des points de vue de chercheurs à l'échelle nationale. La deuxième partie mettra en débat les pratiques du monde du logement social à l'échelle de deux grandes métropoles (Paris et Bordeaux). Il sera essayé au cours de la journée de répondre à quelques questions :

Qu'en est-il aujourd'hui du logement en France ; s'il y a crise du logement, quelles formes prend-t-elle ? Les politiques publiques répondent-elles aux besoins ? Les perceptions du logement sont-elles déterminantes ? Qu'y-a-t-il de social dans le « logement social » ? Quels sont les nouveaux rapports de force et les déséquilibres ?

Symboles de l'insalubrité, de la misère ou de la spéculation, premier poste de dépense des ménages, le logement et l'hébergement sont aussi l'objet d'une réglementation et d'une jurisprudence de plus en plus précises permettant d'éviter les situations critiques, dangereuses et indignes et de rééquilibrer les rapports entre locataires, occupants et propriétaires. Le logement n'est plus seulement une affaire privée ni une politique de charité ou de patronage. Il s'agit d'un droit fondamental mais qui n'est pas effectif partout ni explicitement inscrit dans les conventions et les déclarations des droits. Seul l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté à l'ONU en 1966 et entré en vigueur en 1976 fait mention de ce droit.

Il ne s'agit pas seulement du droit à la propriété, d'un droit économique et social ordinaire ni d'un droit à une aide au logement. Le droit au logement décent est un droit contribuant à la dignité, au bien-être de la personne humaine et conditionnant souvent l'exercice d'autres droits. En France, après des années de revendications, les lois de 1990, de 1998 et du 5 mars 2007 ont instauré et renforcé le droit au logement. Ce droit est devenu opposable et des conditions d'éligibilité pour être déclaré prioritaire et en situation d'urgence ont été instauré par la loi de 2007. Cette loi renforce, mais déséquilibre également, les pratiques en matière d'attribution de logements sociaux.

Plus largement, les politiques publiques de planification et de construction de l'habitat ont été (dés)orientées par plusieurs lois d'urbanisme et de finances successives. Le logement est aujourd'hui perçu non seulement comme un vecteur d'ascension sociale mais aussi comme un bien d'épargne et d'enrichissement et « un produit de défiscalisation » inégalement répartis sur des « marchés ». Le cas particulier du logement social échappe de moins en moins à une logique financière et commerciale. Néanmoins, le monde du logement social, en termes de construction, d'entretien, de financement, est beaucoup plus contrôlé, cogéré et transparent que le monde de la propriété privée.

Programme

MATINEE

9h 30 Accueil des participants

10h Le logement social comme l'hébergement ne répondent pas aux besoins. Pourquoi ?
Les réponses : loi SRU, loi DALO, loi ALUR, sont-elles suffisantes ?

Intervenant : *Jean FROUIN, responsable du groupe de travail logement de la LDH*

11h La politique de soutien au marché immobilier, solution à la crise du logement?

Intervenant : *Yoan MIOT, enseignant-chercheur, université Marne-la-Vallée-ENPC-CNRS*

12h Faut-il faire de la France un pays de propriétaires ? Fantasmies et réalités.

« Que signifie habiter en lotissement périurbain, dans des zones éloignées des centres-villes, pour les nombreux ménages qui s'y installent ? Ce nouveau modèle de croissance urbaine et d'organisation sociale tient-il ses promesses ? Améliore-t-il le destin individuel et collectif des familles qui rejoignent les rangs des périurbains ? »

Intervenante : *Anne LAMBERT, sociologue-chercheuse Ined-ENS-EHESS*

13h Repas libre

APRES-MIDI

14h Le financement du logement social,

Intervenante : *Patricia SAVONNEAU*

15h Focus sur le logement social en Gironde

Intervenant : *Jean-Pierre LABROILLE*

16h Focus sur le logement social en Ile-de-France

Intervenant : *Philippe DELORME*

16h45 Conclusions

17h Clôture de la journée